

Qui déforeste en Haïti ?

par Lucile Maertens & Adrienne Stork

La déforestation et la production de charbon de bois sont souvent considérées comme les principales causes de la pauvreté endémique en Haïti. Cet essai appelle à la création d'un nouveau discours. Non seulement cette image d'Haïti est incomplète et inexacte, mais elle est aussi contreproductive pour le développement économique du pays.

Haïti, loin des clichés

La République d'Haïti, largement reconnue comme la première république noire libre du Nouveau Monde, occupe le tiers occidental de l'île d'Hispaniola, dans la mer des Caraïbes. Au plan international, le pays est surtout connu pour les catastrophes naturelles destructrices qui s'abattent sur lui et pour sa vie politique mouvementée. Haïti a fait les gros titres en février 2004, quand son président Jean-Bertrand Aristide partit en exil et en janvier 2010, quand un séisme de magnitude 7,3 a frappé sa capitale, Port-au-Prince, faisant des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés. Plus récemment, l'attention internationale s'est surtout concentrée sur les épidémies de choléra, l'élection présidentielle (reportée à plusieurs reprises avant début 2017), et Matthew, l'ouragan de catégorie 5 qui a dévasté le Sud du pays en octobre 2016.

Malgré la richesse de son histoire et de sa culture, Haïti demeure le pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental, et on lui associe souvent des images de pauvreté, de violence et de déforestation extrême. En 1987, *National Geographic* a attiré l'attention du public sur la dissymétrie entre la déforestation en Haïti et la déforestation en République Dominicaine, où le gaz est la principale source de carburant, alors que le charbon de bois constitue le gros de la consommation de carburant en Haïti. Depuis les années 1980, la déforestation fait partie des

quelques images que les médias grand public reprennent constamment au sujet d'Haïti, et qui influencent la façon dont le pays est perçu sur la scène internationale.

Cela fait des décennies que les médias, les acteurs politiques, les institutions internationales et les chercheurs reprennent publiquement ces stéréotypes sur la déforestation en Haïti. Ceux-ci dessinent une image publique du pays qui se résume à quelques récits simplistes et clichés. Ils établissent une relation causale entre la déforestation et la pauvreté durable et l'instabilité politique, et pointent surtout du doigt les producteurs de charbon de bois, un groupe hétérogène largement composé de paysans ruraux et agraires, qui comptent parmi les membres les plus vulnérables de la société. Pire encore, les projets de développement sont souvent élaborés à partir de ce récit, ce qui donne lieu à des projets pour reboiser Haïti aussi inadaptés qu'inefficaces : ils aggravent souvent le problème à long terme et ne saisissent pas les véritables opportunités qui se présentent pour travailler avec les systèmes de production existants dans les zones rurales.

Ce discours tristement célèbre centré sur la déforestation et la production de charbon de bois en Haïti ne tient pas compte des pratiques de production et de consommation actuelles. Il est également presque complètement déconnecté de l'histoire coloniale et postrévolutionnaire. Pourtant, ce récit a la vie dure : l'anthropologue Andrew Tarter a montré comment le chiffre de 2% de couverture forestière en Haïti, souvent cité mais sans fondement, a persisté en apparaissant dans de nombreuses publications de premier plan depuis les années 1980, et ce alors qu'il est impossible de lui trouver une source fiable. Le journaliste M.R. O'Connor, pour sa part, décrit comme une « chaîne de dissémination » la façon dont les statistiques sur la déforestation extrême en Haïti circulent depuis des décennies. La persistance de ce discours, qui n'est jamais remis en cause, fait obstacle à une réelle analyse des dynamiques qui entourent la déforestation, la production de charbon de bois et la pauvreté en Haïti, et entraîne des réponses peu averties de la part du gouvernement haïtien, d'initiatives privées et de la communauté internationale.

Un portrait inexact

Dans son récent ouvrage *Why Haiti Needs New Narratives* (« Pourquoi Haïti a besoin de nouveaux récits »), Gina Athena Ulysse remet en question les « récits qui réduisent Haïti à de simples catégories » et sont souvent fondés sur des conceptions anhistoriques, non informées et limitées sur le plan socioculturel. Dans le cas de la déforestation et du charbon de bois, le discours est problématique à plusieurs égards.

Tout d'abord, les données les plus souvent mentionnées au sujet de la déforestation sont simplement inexactes. Dans une étude menée en 2014, Churches et al. ont montré que la couverture boisée en Haïti est présente sur environ un tiers du pays, bien loin des 2%

régulièrement évoqués. D'autres études, portant sur La Gônavé (la plus grande île d'Haïti) et la région des Grandes Antilles, ont abouti à des conclusions similaires. Le récit dominant tend également à ignorer l'absence de données concernant la couverture forestière avant l'arrivée des Européens. En 1945, un forestier, cité par Tarter, écrivait déjà : « À en juger par l'aspect que présentent beaucoup des plateaux et des montagnes plus petites qui se trouvent à l'intérieur des terres, la forêt ne semble pas y avoir poussé beaucoup. »

Ensuite, ce récit repose sur une vision trop simplificatrice de la couverture végétale haïtienne. Il simplifie également la chaîne de production et de consommation de l'énergie forestière. Comme le montre le dernier rapport d'ONU Environnement sur cette question, le discours dominant propose une interprétation faussée du rôle économique de la production de charbon de bois dans les zones rurales, ainsi que des méthodes indigènes de production et de gestion des ressources boisées. Il ne tient pas compte des ressources de bois et gérées de façon familiale et collective — « rak bwa » ou « lots boisés »¹ —, qui offrent une source importante de charbon de bois tout en laissant intactes les forêts restantes en Haïti. Enfin, ce discours ignore le fait suivant : les pressions les plus fortes exercées sur la forêt sont largement dues à la demande élevée d'espaces agricoles, qui est la conséquence inévitable d'une faible productivité, d'un investissement insuffisant et de l'absence de politiques publiques compréhensives dans le secteur agricole.

Enfin, le discours dominant est déconnecté des causes historiques et profondes de la déforestation en Haïti. C'est d'abord à l'Empire français que l'on doit une part significative de la suppression de la forêt vierge au XVII^e et au XVIII^e siècles, détruite pour laisser place à des plantations de canne à sucre. Selon Tarter, il faut attendre les années 1920-30 pour voir apparaître des références au charbon de bois dans la littérature. L'agronome Alex Bellande ajoute que la production de charbon de bois n'est devenue importante que dans les années 1970. L'historien Laurent Dubois a également montré comment les élites au pouvoir ont perpétué ce système agricole destructeur, malgré les réticences des populations rurales. Selon Bellande et O'Connor, la déforestation est aussi la conséquence du commerce de l'acajou ainsi que d'autres bois précieux, utilisés en particulier pour rembourser la dette imposée à Haïti par la France à la suite de son indépendance.

Si, entre 1915 et 1934, l'occupation américaine en Haïti a aussi affecté le taux de déforestation, la disparition de la forêt s'est accélérée dans les années 1940 et 1950, suite à une conjonction de facteurs : l'augmentation de la population et des demandes urbaines, une campagne contre la superstition menée par l'Église catholique et des projets gouvernementaux conçus pour répondre aux intérêts à court terme du marché mondial. Ainsi, un projet haïtien-américain a détruit des millions d'arbres près de Jérémie pour les remplacer par des arbres à

¹ Tarter, Andrew, « Adaptive Arboreal Practices: Haitian Farmer Responses to Ongoing Deforestation », thèse, Université de Floride, 2015.

caoutchouc, une ressource précieuse pendant la Seconde Guerre mondiale, mais qui n'a pas généré de bénéfices financiers puisque la production n'a été rentable qu'après la fin de la guerre. Quelques décennies plus tard, pour des raisons de contrôle policier de la frontière, Duvalier a déboisé la zone frontalière avec la République dominicaine, souvent citée comme la preuve principale de l'absence d'arbres du côté haïtien.

Aujourd'hui, l'agriculture et les pratiques d'agroforesterie, les droits de propriété et la fragmentation foncière sont des éléments clés pour comprendre la demande en bois et les chaînes d'approvisionnement. La déforestation en Haïti est le produit d'une histoire longue, influencée par des facteurs internes comme externes, et dont les ramifications complexes s'étendent bien au delà de la production et du commerce du charbon de bois.

Un discours dangereux pour s'attaquer au problème de la déforestation

La diffusion de ce discours inexact et incomplet a poussé le gouvernement haïtien et la communauté internationale à proposer des réponses mal informées, inadéquates pour résoudre les problèmes sous-jacents à la déforestation, et qui tiennent pour responsables des groupes sociaux parmi les plus vulnérables du pays. Ainsi, le gouvernement haïtien a par exemple interdit la production et la vente de charbon de bois mais négligé la production ou le développement de sources de revenus alternatifs dans les régions rurales (comme des investissements dans l'agriculture ou les petits commerces), et de sources de carburant alternatif pour cuisiner dans les zones urbaines (l'alimentation électrique est sporadique et peu fiable et il est difficile de se procurer du GPL, Gaz de Pétrole Liquéfié, en dehors des grands centres urbains). Cette forme de régulation s'appuie fortement sur la police ; or celle-ci manque déjà d'effectifs et de ressources pour assurer des fonctions basiques dans le pays. Cette approche ne tient pas non plus compte du fait que le charbon de bois est le combustible le plus utilisé pour cuisiner, pour une population de plus de 10 millions de personnes.

Les acteurs du développement international, qui incluent les donateurs, les ONG internationales et l'ONU, se sont souvent efforcés de répondre au problème en proposant des projets² de reforestation bien intentionnés mais peu (ou mal) renseignés, ou par des approches indirectes, comme l'introduction de fours de cuisson alternatifs. Certaines expériences de reforestation en Haïti sont intéressantes et ont très bien fonctionné (comme celle menée par l'anthropologue Gerald Murray dans les années 1980, ou le projet Maniche PADF). Mais les projets les plus importants et les mieux financés tendent à ne pas voir le lien entre les systèmes

² Pour une perspective plus large sur les interventions humanitaires dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire et de la consolidation de la paix, voir, par exemple, les travaux de Séverine Autesserre, Mark Duffield, James Ferguson et David Mosse.

de gestion des ressources de bois locales et les économies rurales, et ne prennent pas en compte la menace plus vaste que représente l'agriculture pour les forêts existantes. En conséquence, comme le montrait déjà Murray en 1987, ces projets ne tiennent pas compte des réalités et des besoins des populations locales et des producteurs de charbon de bois, ou ne pensent pas à prévoir les éléments qui assureraient la pérennité du projet, tels que l'irrigation des jeunes pousses et la protection contre le bétail lorsqu'elles sont plantées.

L'approche qui vise à réduire la déforestation par l'introduction de fours de cuisson fonctionnant avec d'autres combustibles présente aussi plusieurs inconvénients importants. Pour commencer, elle s'attaque au problème indirectement (par exemple en travaillant sur la distribution de fours de cuisson dans les zones urbaines) plutôt que directement (par exemple en travaillant avec les producteurs de charbon de bois dans les zones rurales). Ensuite, ces interventions se font sans une compréhension approfondie du fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement du charbon de bois — et manquent ainsi l'occasion de pouvoir développer des modes de production et de gestion durables des ressources de bois dans les zones rurales. Enfin, cette approche ne soutient pas les économies rurales et ne propose pas d'alternatives face aux pratiques agricoles qui menacent ce qui reste de forêts.

Lutter contre la déforestation en changeant les fours de cuisson est une stratégie perdue d'avance. L'approche centrée sur ces fours se fixe une tâche titanesque : remplacer des modes de cuisson culturellement enracinés par des options plus chères, moins familières et moins efficaces. Elle se détourne aussi complètement des producteurs de charbon de bois, qui sont pourtant des acteurs essentiels de tout effort visant à réduire la déforestation³. Comme dans d'autres pays du monde, il est peu probable que les Haïtiens changent leurs façons de cuisiner tant qu'une technologie ou un combustible supérieur à ce qu'ils ont déjà ne sera pas apparu. Aujourd'hui, il est clair que les fours de cuisson alternatifs n'ont aucun effet sur la production du charbon de bois dans les zones rurales, comme le montre, d'ailleurs, l'échec de ces projets menés en Haïti à ce jour.

En outre, le faible taux de réussite de ces projets vient encore renforcer le discours dominant sur la crise de la déforestation en Haïti. En conséquence, les donateurs finissent par faire preuve d'une certaine lassitude à l'idée de financer des efforts de reforestation supplémentaires, qui ne semblent jamais changer la situation générale du pays. Les approches qui se concentrent sur la réussite avérée de lots boisés, familiaux ou gérés collectivement, pour produire du charbon de bois de façon durable suscitent un intérêt croissant et produisent des résultats avérés. Mais elles peinent encore à intéresser la communauté des donateurs — en grande partie parce que la principale source d'information des donateurs internationaux réside encore dans un discours simpliste et inexact qui ne prend pas en considération les approches autochtones et efficaces de gestion de la couverture forestière et des sols.

³ Certains de ces défauts ont été pointés par l'audit du programme de cuisine améliorée par la technologie visant à réduire la consommation de charbon de bois, réalisé en 2014 par USAID/Haïti.

Enfin, et de façon plus insidieuse, le discours dominant repris par les médias grand public et dans les rapports des acteurs du développement international transfère la responsabilité de la déforestation en Haïti vers ses populations les plus vulnérables. En faisant du charbon de bois la principale cause de la déforestation dans le pays, ce discours tend à tenir pour responsables les individus qui vendent et consomment du charbon de bois, sans s'intéresser aux politiques publiques, aux acteurs politiques et économiques ainsi qu'aux relations de pouvoir qui maintiennent l'économie agricole et rurale dans un état de sous-développement. Dans son récent ouvrage, *Haïti déforestée, paysages remodelés*, l'agronome Alex Bellande remet en cause ce discours en retraçant la longue histoire de la déforestation en Haïti. Il montre avec précision qu'en condamnant injustement la paysannerie, on les empêche de participer de façon significative à l'élaboration de solutions. Certes, le discours dominant reconnaît la vulnérabilité de ces populations, qui justifierait leur usage du charbon de bois, mais il continue de donner à la pauvreté une place centrale dans le récit de la dégradation environnementale. Comme l'a montré Paul Robbins dans ses travaux d'écologie politique, l'usage des arbres par les pauvres n'a cessé d'être criminalisé au cours du 20e siècle. Le cas haïtien ne fait pas exception à la règle.

Changer le discours

La persistance du chiffre de 2 % peut s'expliquer, comme l'a montré Tarter, par l'impossible accès à des données fiables, jusqu'à récemment, et en raison de la définition très stricte appliquée aux « forêts »⁴. Cependant, si le discours sur la déforestation et le charbon de bois perdure, c'est aussi parce qu'il sert des intérêts politiques.

Tout d'abord, l'idée que la déforestation s'explique principalement par le charbon de bois est intuitive et facile à communiquer. Les organisations internationales et les ONG, ainsi que le gouvernement national, peuvent attirer des financements en présentant un problème clair, censé être facile à régler au moyen de programmes de reforestation — comme l'actuel programme Haiti prend racine, promu par l'organisation de Sean Penn, J/P HRO, et d'autres. Leur intervention se trouve légitimée par ce que O'Connor appelle « un discours opportun ». Ce récit simpliste est employé depuis longtemps pour justifier l'intervention d'acteurs externes et rationaliser des politiques agricoles qui négligent les intérêts des ruraux.

⁴ Si, en 2010, la FAO (Food and Agriculture Organization) estimait à 4% la couverture forestière en Haïti, Churches et al. ont appliqué la définition utilisée par la FAO à leurs données, pour arriver à une zone couverte par les arbres de 29,4 %. Selon eux : « la meilleure hypothèse pour expliquer la différence importante entre nos résultats, les statistiques de la FAO et les bases de données comparées l'une à l'autre, réside dans la précision des données source et la résolution de l'imagerie utilisée pour analyser la couverture des sols. » Dans un appel à financement de l'USAID pour un projet de reforestation, datant de 2017, USAID a également employé des bases de données plus récentes et a conclu « que la forêt existante en Haïti pouvait couvrir 9 à 11 % du territoire, en incluant l'agroforesterie » — et ce malgré le fait que l'agence s'appuie sur une définition très stricte de la couverture forestière.

Mais cette approche simpliste d'un « problème de déforestation extrême » mal défini contribue surtout à un discours global sur l'instabilité supposée d'Haïti. Elle entretient l'idée que le pays vit dans un stade de crise environnementale permanente et légitime ainsi des interventions souvent fondées sur des informations incomplètes ou inexactes. « L'apocalypse d'Haïti » justifie les interventions internationales au lieu de reconnaître que la vulnérabilité du pays « s'inscrit dans une tendance plus large, celle des inégalités globales », comme nous y exhortait l'écrivain américano-dominicain Junot Díaz après le tremblement de terre de 2010. Pour toutes ces raisons, recadrer le problème de la déforestation est une tâche ardue : un nouveau discours sera moins pratique pour les politiques et ne coïncidera pas avec le récit qui domine actuellement sur Haïti, centré sur la vision d'un pays destiné à devenir un terrain vague apocalyptique sans forêts, comme l'avait prédit un rapport commandité par USAID en 1979.

Les organisations internationales jouent également un rôle majeur dans la production et la mise en circulation de discours qui structurent la façon dont nous comprenons et percevons le monde. Dans le cas d'Haïti, elles ont indéniablement participé au discours dominant sur la déforestation et le charbon de bois. Mais elles peuvent aussi contribuer activement à réécrire le récit dominant, comme l'a récemment montré l'exemple d'ONU Environnement.

En 2016, une étude menée par ONU Environnement dans le département du Sud d'Haïti, où l'on trouve une partie de la dernière forêt primaire et native du pays, a conclu que la production de charbon de bois pouvait être gérée dans le cadre de systèmes de production durables et locaux qui soutiennent l'économie locale. Dans ses conclusions, ONU Environnement attirait l'attention sur certaines approches qui ont prouvé leur efficacité, mais peinent à se faire une place dans le discours dominant sur le charbon de bois dans le pays. Comme l'a également montré Tarter, la production de charbon de bois par des lots boisés durables et locaux, et intégrés dans les systèmes locaux d'agroforesterie, se concentre, à raison, sur les modes de subsistance ruraux, qui sont au cœur de la question du charbon de bois en Haïti. Cette approche peut être source d'*empowerment* pour les producteurs, et attirer des investissements vers une chaîne d'approvisionnement au potentiel réel mais sous-développé. Dans cette approche, les producteurs de charbon de bois deviendraient des contributeurs positifs, non plus des criminels ou des victimes, comme le suggèrent aussi Dubois et Bellande. Le travail mené par ONU Environnement, comme une étude similaire menée par la Banque Mondiale et les analyses riches et complètes publiées par Bellande, nourrissent l'attention médiatique qui s'est récemment portée sur les recherches critiques qui remettent en question le discours dominant.

Changer le discours sur la déforestation et le charbon de bois peut aussi donner un rôle actif à la population haïtienne des régions rurales. Dans la lignée des travaux menés par Joan Martinez-Allier sur l'environnementalisme des pauvres, la création d'un nouveau récit peut

ainsi attirer l'attention sur les communautés les plus vulnérables. Ce nouveau discours peut démontrer comment la lutte contre la déforestation est cohérente avec un environnementalisme des modes de subsistance “qui ne se préoccupe pas seulement de la sécurité économique des sphères marchandes, mais s'intéresse aussi à l'accès non marchand aux ressources et aux services environnementaux.” En dépassant le récit classique qui présente des coupables et des victimes, le nouveau discours s'appuie sur les savoirs locaux pour agir et appelle à la création de politiques publiques holistiques et appropriées, afin d'améliorer et de promouvoir les initiatives locales.

Première publication dans *Books & Ideas*, le 9 octobre 2017. Traduit de l'anglais par Claire Richard avec le soutien de la Fondation Florence Gould.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 mars 2018.